

Supplément n°1
au n° 74
Février 2012
Prix : 1 euro



BULLETIN

de la FSU 85

FÉDÉRATION SYNDICALE UNITAIRE
enseignement, éducation, recherche, culture, formation, insertion

dispensé de timbrage
La Roche sur Yon CTC



PRESSE
DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

déposé le 2 mai 2012

**salle des Écuries
Les Oudairies
La Roche sur Yon**

mardi 22 mai

**15 h 00 : « retraites :
quel avenir ? »**

**20 h 30 : « comment pe-
ser ensemble sur le
devenir de l'École ? »**

**avec la participation
de responsables nationaux**

Actif ou retraité,
adhérent de la FSU ou non,
réservez la date sur votre agenda !

Trimestriel
N° CPPAP 0615 S 07359
ISSN 1249-0415

Directeur de la
Publication : A. Deau
Imprimerie FSU 85

FSU 85 Cité des Forges
Bât. A Esc. E porte 133
BP 01 85001
La Roche/Yon Cedex
tél. + fax : 02 51 05 56 80
courriel : fsu85@fsu.fr

ÉDITORIAL

OUVRONS UNE VOIE NOUVELLE !

Ces dernières années, les politiques d'austérité ont creusé les inégalités, augmenté la pauvreté et appauvri les capacités des services publics à intervenir. Les discours et mesures n'ont cessé d'opposer les citoyens entre eux, contribuant ainsi au repli et au rejet de « l'autre ». Les résultats du premier tour des élections présidentielles (1) montrent que cette politique a contribué à alimenter un vote d'extrême droite particulièrement préoccupant. Ils attestent en même temps que le rejet des politiques libérales a gagné du terrain.

Ignorant à cette heure quelle situation va résulter de ce cycle électoral, nous savons cependant combien le mouvement syndical va devoir se faire entendre.

L'école est malade de ce que nos revendications ont été délibérément ignorées. La situation dégradée des personnels, actifs et retraités, découle du mépris dans lequel ils ont été tenus.

La FSU considère qu'une réelle rupture avec la politique actuelle est bien une nécessité et que la construction d'alternatives en France comme en Europe est indispensable.

Mettons à profit ce mois de mai pour mieux comprendre le mouvement de l'école et de la société, préciser, actualiser, articuler et promouvoir nos exigences. C'est le sens de la contribution qu'apportent les militants retraités de la FSU 85 en organisant les deux rencontres du 22 mai.

Nous serons ainsi mieux à même d'ouvrir une voie nouvelle. Pour cette journée comme pour les combats à venir, votre participation sera essentielle !

Le groupe d'animation de la SFR

(1) Cette publication a été bouclée à la veille du 1er mai !

SOMMAIRE

page 1	Éditorial.
page 2	Retraités et pleinement engagés
page 3	Quel rôle pour l'État ?
pages 4-5	Quelle place veut l'école privée ?
page 6	Pensions pensions !
pages 7-8	L'Institut publie ...

Ce bulletin vous a été envoyé grâce aux fichiers informatiques des syndicats de la FSU 85. Conformément à la loi du 8 janvier 1978, vous pouvez avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant à la FSU 85.

Retraités et pleinement engagés

Au moment du passage de la période d'activité à la retraite et après, beaucoup d'entre nous s'interrogent sur leur place dans la vie sociale.

Bien sûr, après la période professionnelle, les aspirations, les exigences des retraités ne disparaissent pas. Et de nouvelles apparaissent.

Où en est l'Ecole Publique dans notre département ? Quel avenir lui donner ?

Nos efforts pour la faire rayonner, pour que les jeunes vendéens y réussissent et y vivent bien ne s'effacent pas au lendemain de « l'ouverture des droits à pension ».

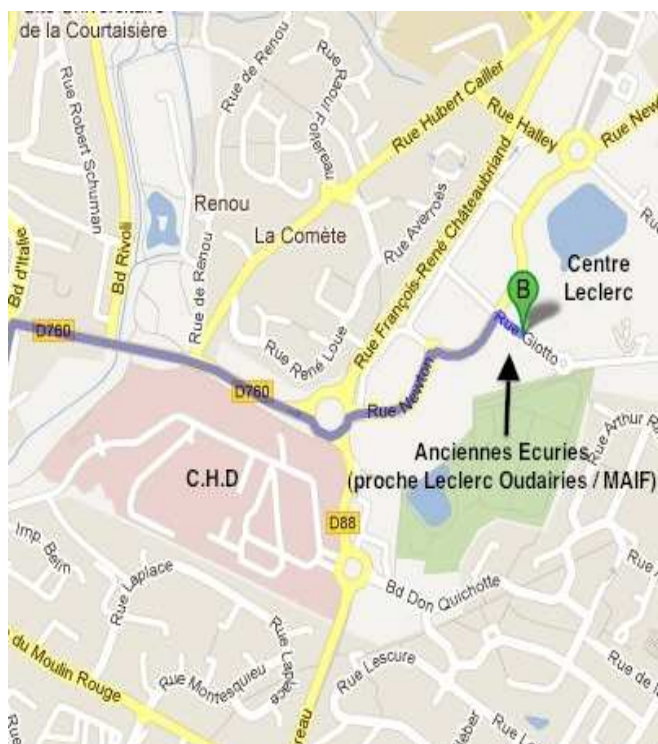
La Section Fédérale des Retraités propose à tous, retraités et actifs, une rencontre départementale pour y réfléchir et poursuivre l'action ensemble. Car les retraités ne sont pas en apesanteur. Ils peuvent, à leur place, contribuer aux combats à venir !

Et puis, comme les actifs, ces futurs retraités, ils s'interrogent : **quel est l'avenir des pensions ? Peut-on continuer à les financer au même niveau qu'avant la crise ? Quel équilibre entre les choix de l'âge de départ, du nombre d'annuités de cotisation, des taux de restitution, etc ... ? Que signifie pour eux le maintien du niveau de vie ?**

La Section Fédérale des Retraités propose donc une après-midi d'information, de réflexion et d'échanges aux retraités. A chacune et chacun de prendre toute sa place, y compris dans la vie syndicale.

Mardi 22 mai, avec la FSU 85, deux rendez-vous vous sont proposés.

Venez ! Vous aurez bien le temps après de choisir quelles suites vous y donnerez !



Allo ! La SFR ??!...!

Rien à voir avec la téléphonie !

*Les retraités qui adhèrent aux différents syndicats composant la FSU militent aux côtés des actifs. Ils sont regroupés dans la FSU, aux niveaux national, régional et départemental en **Sections Fédérales de Retraités**.*

Ces Sections Fédérales interviennent de plus en plus, notamment au plan départemental qui est depuis les lois de décentralisation un échelon essentiel dans le traitement des questions sociales.

La Section Fédérale des Retraités de Vendée est animée par une dizaine de militants du SNUpp, du SNES, du SNEP, du SNASUB ... Vous pouvez les joindre facilement ... au téléphone ... ou autrement ... en prenant contact avec la FSU 85 !

ÉCOLE : QUEL RÔLE POUR L'ÉTAT ?

Sommes-nous face à un retournement de situation ? Pendant des années, les libéraux de tous poils n'ont eu de cesse de dénoncer la mainmise de l'État dans de nombreux domaines de notre vie. Selon eux, elle briderait l'initiative dans le domaine de l'économie, des médias, des transports, de l'énergie... Parallèlement à cette campagne, les Pouvoirs Publics ont organisé les privatisations à tour de bras. Des domaines entiers ont été livrés à la concurrence (« libre et non faussée » selon la formule inaugurée en 2005 avec le traité Constitutionnel Européen - TCE). En un mot, il fallait moins d'État.

Ces politiques ont terriblement dégradé le tissu industriel. Les gâchis, les injustices, le chômage sont devenus à ce point insupportables qu'il ne se trouve plus grand monde pour tenir aujourd'hui ce discours. On évoque même à droite la nécessité que l'État reprenne l'initiative...

Qu'en est-il dans le domaine de l'École ?

Depuis des années, dans les établissements et les services, les personnels vivent la pression sans cesse croissante des injonctions et exigences de leur Administration. Quotidiennement et douloureusement ! Ils n'ont vraiment pas eu l'impression que la présence de l'État se soit faite plus discrète ! Et ce d'autant moins que les directives en tous genres télescopent de plus en plus le sens qu'ils voudraient donner à leur métier.

Alors, plus d'État ? moins d'État ?

Pour la FSU, la question est bien plutôt : **l'État oui, mais pour quoi faire ?**

L'État, pour une école alignée sur le fonctionnement de l'entreprise privée ? Avec les yeux rivés sur des statistiques de performances accrochées à l'employabilité, à l'adaptabilité aux normes de l'économie du profit financiarisé ? Avec un management qui oppose les personnels entre eux, qui place les responsables dans des positions intenable ? qui les pousse à se mettre en concurrence avec les autres établissements ?

Ou bien l'État, pour investir dans la jeunesse, pour lui permettre de maîtriser sa vie professionnelle, culturelle, citoyenne ? pour donner aux personnels la capacité de les préparer à la réussite scolaire, à l'innovation sociale, technologique ?

C'est au regard de ces défis que la place du Service Public est encore et toujours questionnée. « Développer, transformer, unifier dans le Service Public » disions nous voici plus de 20 ans. Horizon démodé ? A sa façon, l'Enseigne-

ment catholique répond. (voir les p 4 et 5)

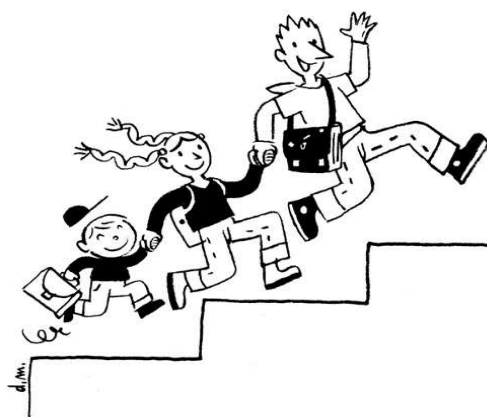
La direction diocésaine ne conteste pas le choix de priver le système scolaire de moyens budgétaires (voir *Bulletin de la FSU 85 n° 73*) Elle l'accompagne pour l'asservir au choix des familles dit-elle, et surtout du patronat, des lobbies, des élus locaux et régionaux. (1)

« *Le Service Public, je l'aime, je le défends.* » clament nos badges, affiches, banderoles.

La Vendée de 2012 n'est pas celle de 1983. La FSU 85 vous propose de réfléchir à l'École dont la société a besoin et aux exigences à affirmer pour que le Service Public et ses personnels en aient vraiment les moyens.

(1) Si le diocèse s'adapte à l'austérité budgétaire, il doit en même temps tenir compte de la protestation des personnels qui (comme nous) n'en peuvent plus de conditions de travail qui se dégradent. Pensons à leur appel à la grève le 27 septembre 2011 et à leur participation massive à la manif. A ce moment-là, les directions diocésaines avaient repris le thème de la liberté étranglée.

**ON EN PARLE ?
ALDRS AU MARDI 22 MAI: 20 HEURES 30 !**



QUELLE PLACE VEUT

La Vendée reste le seul département où l'enseignement privé confessionnel scolarise une majorité (désormais faible) d'élèves. Les publications de la FSU 85 donnent régulièrement les informations statistiques sur la progression continue du Service Public depuis plusieurs décennies.

Pour ceux qui s'interrogent sur les enjeux d'éducation et de formation, analyser la stratégie des responsables de l'enseignement catholique ne manque pas d'intérêt. C'est même un élément de réflexion pour qui ambitionne de moderniser le système et donner au Service Public le rôle décisif qui lui revient.

Pour ouvrir le débat avant la rencontre du 22 mai, voici donc quelques éléments notés depuis la dernière rentrée scolaire.

« mobilisation » en trois temps

« Aborder la question de l'école par le biais des moyens ne me semble pas pertinent. La situation budgétaire est telle qu'il me semble impossible de rétablir ces 60 000 postes. Je pense même qu'on peut probablement continuer à en supprimer sans que la qualité de l'offre de formation s'en ressente. Mais cela suppose des adaptations. »

Ainsi s'exprimait le 24 janvier dernier, Eric de Labarre, Secrétaire Général de l'enseignement catholique, en présentant à la presse le « Manifeste de l'Ecole Catholique au Service de la Nation ».

Il s'agissait là de la phase médiatique la plus récente de la mobilisation. La phase précédente, qualifiée par la Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique 85 de « phase 2 » fut le déploiement, à partir du 10 octobre 2011, au fronton de tous les établissements catholiques, d'une banderole. Pour la Vendée, le texte était :

« Suppression massive d'emplois : intenable ! Il nous faut des solutions ! »

Voici les termes de cette mobilisation (site web de la DDEC 85) :

« Les cinq Directeurs diocésains des Pays de la Loire, l'intersyndicale des chefs d'établissement, et le CNEAP (Enseignement Agricole) ont invité les acteurs des communautés éducatives à entrer dans une nouvelle phase de mobilisation en exprimant :

•leur mécontentement sur les réalités difficiles à vivre dans les établissements ; suppression massive d'emplois : intenable.

•leur demande d'engager une réflexion rapide sur des évolutions indispensables du système éducatif avec des solutions concrètes. Il nous faut des solutions !

• Pour manifester ces messages, a notamment été retenu l'affichage d'une banderole sur le fronton de chaque établissement à partir du lundi 10 octobre. »

Le document poursuit ainsi :

« Le samedi 22 octobre, plus de 700 membres du réseau de l'enseignement catholique régional des Pays de la Loire se sont retrouvés devant la Préfecture de Nantes pour manifester leur désapprobation vis-à-vis de la stratégie engagée par le gouvernement dans sa politique de réduction des emplois d'enseignants, année après année.

A cette occasion, une délégation composée des Directeurs diocésains, des représentants de l'Intersyndicale des chefs d'établissements, du représentant de l'enseignement agricole, des Présidentes de l'UROGEC et de l'APEL académique a été reçue pendant plus d'une heure par le Préfet de région et le Secrétaire général du Rectorat.

Ce rendez-vous a également été l'occasion de remettre les innombrables courriers de soutien, entre 40 000 et 50 000, signés de toutes les composantes des communautés éducatives et des services diocésains. Pour la Vendée, ce ne sont pas moins de 17 300 courriers qui ont pu être recensés. »

Le site de la DDEC 85 n'en fait pas état.

Mais la phase 1 fut très certainement la participation massive des enseignants des établissements catholiques à la journée de grève et manifestations du 27 septembre, journée dont chacun se souvient

L'ÉCOLE PRIVÉE ?

qu'elle avait pour objectif principal de réclamer un autre budget pour l'enseignement.

Ainsi, ce qui avait pu être interprété, voire vécu, par beaucoup comme des actions revendicatives contre une politique budgétaire de suppressions de postes s'avère avoir été utilisé comme une caisse de résonance destinée à appuyer des politiques offensives de transformations libérales qui ressemblent à s'y méprendre à celles de l'UMP.

L'utilisation de la mobilisation

Le « *Manifeste de l'Ecole Catholique au Service de la Nation* » avait clairement pour objectif de peser à la veille des échéances et des choix politiques de 2012. Il définit comme priorité l'organisation renouvelée du système éducatif dans son ensemble, catholique mais aussi public.

En prenant appui sur les inquiétudes des parents, la désorientation des élèves, le malaise des professeurs, la difficulté des chefs d'établissement et l'incapacité de l'Etat « à rendre lisibles les réformes qu'il entreprend », en rappelant les emplois supprimés, en réaffirmant sa « singularité » et son attachement à « la liberté fondamentale de choix de l'école », ce manifeste réaffirme et promeut la notion de contrat comme fondement du fonctionnement des établissements et du système éducatif.

Il rappelle que, « ces dernières années, l'Enseignement catholique a montré son sens des responsabilités et sa volonté de contribuer à l'effort budgétaire » et fait valoir l'autonomie des établissements comme de nature à « satisfaire à la fois les exigences de qualité éducative et de sobriété budgétaire. »

L'Etat n'y est plus défini que comme « garant du système éducatif et promoteur de la démarche contractuelle », et l'Enseignement Catholique revendique qu'il « utilise ses moyens législatifs et réglementaires pour lever des verrous » parmi lesquels :

• **la reconnaissance du principe de subsidiarité. Autrement dit, la responsabilité**



éducative doit être allouée à la plus petite entité capable de résoudre le problème d'elle-même, l'établissement ;

• **le redécoupage des degrés et des cycles en 3 grandes étapes :**

- *apprentissage du socle commun (de la maternelle à la fin du collège) ,*
- *orientation et détermination (de bac -3 à bac +3),*
- *spécialisation (au delà de bac +3) ;*

• **la globalisation annuelle de la Dotation Horaire Globale ;**

• **le recrutement et l'évaluation des professeurs par le chef d'établissement ;**

• **la revalorisation de la rémunération des professeurs et la redéfinition des carrières.**

Ce Manifeste s'inscrit tout à fait dans les discours néo-libéraux qui nient le caractère régalien de l'enseignement, qui pervertissent la notion de service public, nient le devoir d'un Etat démocratique qui est, non pas de « livrer » l'Education à la loi du profit et au bénéfice de communautés, mais de la mettre au service de la Nation toute entière. **Il se coule dans le projet de fabriquer un système scolaire néo-libéral dans lequel les établissements confessionnels pourraient servir de fer de lance.**

**ON EN PARLE ?
ALDRS AU MARDI 22 MAI
20 HEURES 30 !**

PENSONS PENSIONS !

Loi Balladur en 1993, loi Fillon en 2003, loi Sarkozy-Woerth en 2010... la décennie écoulée a démontré combien la question des pensions est au cœur des enjeux sociaux.

Comment y voir clair sur les besoins de financement ?

Quelles options retenir entre le niveau des cotisations (salariées et patronales), le niveau des pensions, l'âge de départ ?

Sans débat, sans consultation démocratique (notamment des organisations syndicales), les gouvernements européens ont tranché !



ajustement insuffisant !

La FSU et sa Section Fédérale des Retraités prennent acte de la décision d'ajustement de 2,1% des pensions et retraites au 1^{er} avril 2012.

Elles constatent que cette mesure s'appuie sur une prévision d'inflation une fois encore sous estimée de 1,8% pour 2012.

Les dépenses contraintes ont augmenté de plus de 4% en 2011 ; elles touchent particulièrement les 4 millions de retraités qui perçoivent moins de 1000 € par mois qui subiront une nouvelle dégradation de leur pouvoir d'achat et niveau de vie. Une fois encore, ils devront faire des choix inacceptables entre logement, alimentation et santé.

La FSU interpelle chaque candidat républicain à la présidentielle à s'engager à mener une autre politique en direction des retraités et personnes âgées pour lutter contre la grande pauvreté, les inégalités, les pertes accumulées depuis des années.

Elle appelle l'ensemble des organisations syndicales de retraités à se rencontrer pour envisager des mobilisations unitaires.

En France, quelle que soit l'issue des élections à venir, personne ne pourra éluder plusieurs questions toujours aussi essentielles :

La parité du niveau de vie entre retraités et actifs doit-elle demeurer un objectif ?

Quel impact ont les particularités françaises en matière de législation, de rapports entre les situations des fonctionnaires et celles des salariés du secteur privé, d'influences respectives des systèmes de répartition et de capitalisation ? Quelles conséquences ont les caractéristiques démographiques de notre pays ?

Comment prendre en compte les évolutions récentes comme l'allongement de la durée de formation, l'entrée de plus en plus tardive dans la vie professionnelle, l'éviction massive du marché du travail des salariés de plus de 50 ans ...

Comment se rapprocher enfin de l'égalité hommes/femmes ?

Comment assurer une meilleure transition entre période d'activité et retraite ? Etc...

*Lire notamment « Retraites : faux problèmes, vraies solidarités » Editions Nouveaux Regards et Syllepse.

ON EN PARLE ? ALDRS AU MARDI 22 MAI, 15 HEURES !

Pour les retraités qui voudraient participer aux deux rencontres, la SFR a prévu l'organisation d'un repas amical sur place.

Il suffit de s'inscrire avant le 16 mai auprès de la FSU 85.

téléphone : 02 51 05 56 80

courriel : fsu85@fsu.fr

L'Institut de recherches de la FSU publie ...

L'Institut de recherches publie une revue trimestrielle « **Regards Croisés** ». Elle est vendue au numéro (6 € le numéro) ou par abonnement (26 € pour 4 numéros par an). Dans les deux cas, la commande doit être faite, accompagnée du règlement, auprès de l'Institut de la FSU en utilisant le formulaire disponible sur le site: <http://institut.fsu.fr>.



Il publie également **des livres, résultats des activités de recherche de ses chantiers** ou en liaison avec eux. Ils sont publiés auprès d'éditeurs divers.

C'est le cas en particulier des éditions Syllepse autour de deux collections « *Comprendre et agir* » et « *Nouveau Regards* ». Vous pouvez prendre connaissance de ces publications et les commander en consultant ce même site.



Ce qui ressemble aujourd'hui à un sabotage de l'école – suppressions de classes, réduction des effectifs enseignants et appauvrissement de la condition enseignante – ne suffit pas à caractériser la mutation historique de l'école. Celle-ci ne joue plus seulement une fonction dans le capitalisme, comme l'ont montré les analyses critiques des années 1970 : elle se plie de l'intérieur à la norme sociale du capitalisme.

Dans ce petit livre de combat, les auteurs cherchent à renouveler la sociologie critique de l'éducation en inscrivant les mutations de l'institution scolaire et universitaire dans celles du capitalisme contemporain. Ils entendent ainsi donner à tous ceux qui se sentent concernés par cette problématique éminemment politique les outils d'analyse pour construire une alternative convaincante et résolue.

Christian Laval, Francis Vergne, Pierre Clément et Guy Dreux sont enseignants et chercheurs. Ils sont membres de l'Institut de recherches de la FSU, où ils animent un séminaire public sur « Les politiques néolibérales et l'action syndicale ». Ils ont publié plusieurs ouvrages sur les questions d'éducation.

19,50 € vendu 18,60€

L'Institut de recherches de la FSU publie ...



Les services publics sont au cœur des préoccupations des Français. Lors de la crise récente, ils ont fonctionné comme un bouclier, atténuant les effets dévastateurs de celle-ci sur les citoyens. Sans jamais les attaquer de front, on prétend vouloir les pérenniser en les rendant plus efficaces et plus responsables.

Ce petit livre s'interroge sur la réalité des effets des politiques du Nouveau management public sur les agents des services publics et en particulier sur ses cadres intermédiaires.

Cet ouvrage souligne aussi les capacités de résistance des corps professionnels et de l'institution, capables d'inventer des modalités d'actions et de services nouvelles.

Editions Syllepse -collection « Comprendre et Agir » 8 €



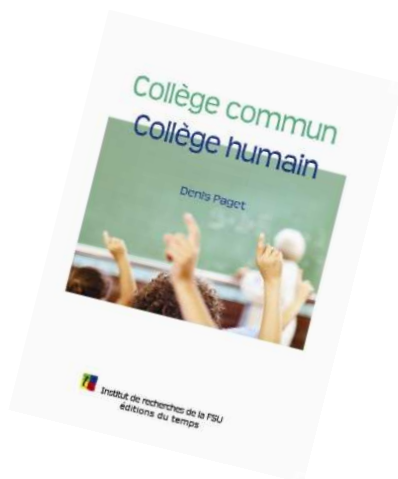
Le débat sur la carte scolaire constitue un révélateur puissant des tensions et des contradictions qui traversent l'école.

Cet ouvrage propose donc au lecteur un ensemble d'éléments pour en saisir les enjeux. Qu'est-ce que la carte scolaire ? Qui la contourne ? Quels sont les moyens utilisés par les familles ? Pourquoi la décision de la supprimer a-t-elle été prise ?

Ce livre souligne également les risques associés à cette politique, celle d'une dérive vers l'instauration d'un marché scolaire et de la ghettoïisation scolaire. Si l'ouvrage s'inscrit à contre-courant des orientations politiques du Président sortant et de sa majorité, il formule un ensemble de propositions pour dépasser l'alternative entre statu quo et logiques du marché.

L'auteur est actuellement professeur à l'Université de Limoges.

prix de vente promotionnel : 10 €



Le collège est un lieu anxiogène qui inquiète les familles, les jeunes professeurs et les élèves. Le collège, ou plutôt les collèges, car ce niveau de la scolarité est soumis à un véritable « apartheid » scolaire, en totale contradiction avec les idéaux républicains de l'école française.

Ce livre explore les origines des difficultés. Il tente d'évaluer les forces, les faiblesses et les résultats. Il critique sans concession les réformes successives, jusqu'à celle du « socle de connaissances et de compétences », qui ont alimenté la crise au lieu de la résoudre. Il propose des solutions précises pour créer un collège réellement commun, capable de résorber l'échec et de transmettre à tous une culture riche et mobilisatrice, plus sensible à la formation humaine et plus en prise sur les pratiques culturelles de notre siècle. Il explore, pour cela, des propositions pour renouveler les contenus, utiliser différemment les espaces et le temps, faire évoluer la pédagogie.

prix de vente: 14 €